Urbanisme lausannois : ce que M veut

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1984)**

Heft 749

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017177>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ce que M veut

Ouf de soulagement à la Municipalité (exécutif) lausannoise: un de ses projets d'aménagement urbain, contesté, une fois de plus, par voie de référendum, passe la rampe après votation populaire (et très nettement: plus de 12 000 «oui» contre quelque 5000 «non»). L'épisode (plan d'extension dit des Terreaux-Jumelles) ne présenterait qu'un intérêt purement local, si les conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne d'information du public ne débouchaient pas à l'évidence sur une véritable leçon de choses civique.

Du bon usage de la démocratie: qui veut la fin, veut les moyens. Pour parvenir à ses fins, la Municipalité s'est engagée sans restriction, allant jusqu'à refuser aux opposants le droit de présenter leur position dans la documentation de vote distribuée à tous les citoyens.

Mais cette décision à la limite du bon droit n'aurait peut-être pas suffi. De précieux alliés y sont allés de leur coup de main. Appelée à la rescousse, une agence de relations publiques a mis ses services (à quel tarif?) à disposition pour conditionner l'opinion lausannoise — non spécialisée dans ce genre de manœuvres, elle a pourtant efficacement distillé les slogans simplificateurs de rigueur.

DES PARRAINS EFFICACES

Côté nerf de la guerre, point n'a été besoin de racler les fonds de tiroirs chez les deux principaux partenaires privés de la Municipalité. On a l'habitude, chez le promoteur Viktor Kleinert, de ne pas lésiner sur ce genre d'investissements pour mener à bien une affaire immobilière. Avec un succès certain d'ailleurs, puisque ce bâtisseur s'est imposé dans pratiquement toute la Suisse, à une exception

près, l'abandon d'un projet zurichois à la Stauffacherplatz, suite, il faut le dire, à des menaces d'enlèvement de ses enfants. Quant à la Migros, qui trouvera dans l'espace remodelé l'occasion de poursuivre son grand retour dans les centres des villes (après la vogue des supermagasins installés dans les communes suburbaines, mammouths devenus trop coûteux dès lors que les collectivités publiques renaclaient à payer les infrastructures indispensables), pas besoin de lui faire un dessin dès lors qu'il s'agit de toucher un client. Presse maison, magasins, le mot d'ordre a trouvé tous les haut-parleurs nécessaires pendant des semaines. Jusqu'au fichier sélectif des «coopérateurs Migros» de l'agglomération lausannoise qui a été mis à disposition, la direction s'étant montrée pour l'occasion moins chatouilleuse sur la confidentialité de ces données que lors de récentes élections internes où les «contestataires» de M-Renouveau s'étaient vu refuser ces adresses.

Et pour couronner le tout, le quadrillage des appuis tous genres, les Groupements patronaux mettant leur expérience précieuse de ce genre de travail à disposition (ce genre de services ne s'oublie pas), à la fois pour soutenir une cause qui leur est sympathique et pour donner une bonne leçon d'efficacité à l'Exécutif lausannois.

Ceci expliquant peut-être cela, les partisans d'une autre solution n'ont jamais franchi le seuil de crédibilité dans la commune. N'ayant pas, dès le départ, trouvé l'oreille des conseillers communaux chargés, en commission, d'apprécier leurs objections, ils se sont aussi heurtés à un mur, à l'aboutissement du processus référendaire, lorsqu'il s'est agi de populariser leur démarche (moins de voix dans les urnes que de signatures pour appuyer l'organisation d'une votation!). Et cela malgré le fait, méritoire, qu'ils proposaient une alternative en bonne et due forme, contrairement à l'habitude dans ce genre d'affrontement. Bref, la sainte alliance des détenteurs de fichiers, des pourvoyeurs de fonds, des spécialistes de la

«communication» et des maîtres des canaux de l'information officielle a fait la loi. Inutile de se lamenter sur la disparition d'autres temps où le jeu démocratique était plus ouvert. Constatons qu'à l'échelon communal, les données de la prise de décision sont aussi en train de changer sur le modèle des grandes consultations nationales. Dans le cas précis, la Municipalité de Lausanne ne sort pas grandie de l'exercice, malgré le «oui», tant l'ombre que lui font ses parrains est pesante. Inutile de dire qu'un succès acquis à ce prix ne saurait fonder une politique à long terme, à plus forte raison dans le secteur de l'aménagement urbain, soumis à des intérêts changeants et contradictoires.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

La loi et l'ordre

En ce qui concerne *Keller*, je m'étais toujours un peu étonné de le voir nommé chancelier du canton de Zurich, alors qu'il n'avait aucun titre... Et je me disais que sans doute il devait avoir eu des amis qui avaient le bras long, par exemple le célèbre Escher! Eh oui! Et pas seulement Escher. Mais aussi *Jakob Dubs*, lequel, vers 1845, dirigeait l'un des commandos «terroristes» dont faisait alors partie l'écrivain, et qui tentèrent de renverser le gouvernement conservateur lucernois. Mais qui, dix ans plus tard et les radicaux l'ayant emporté au moment du *Sonderbund*, devint conseiller national, en attendant de devenir conseiller fédéral et de se voir confier le Département de justice et police — *the right man in the right place!*

Vu ma grande sympathie pour Gottfried Keller, moi, je trouve ça merveilleux, et je me persuade que vous partagez mon sentiment.

Malheureusement, il faut bien dire que tous nos concitoyens ne sont pas nécessairement du même avis: